

COMPRENDRE LE MALHEUR CONGOLAIS

Introduction

Tryphon BONGA,
Professeur au
séminaire Saint-
Sulpice d'Issy-Les-
Moulineaux (France),
au grand séminaire
saint Augustin de
Kalonda (RD Congo)
et à l'Université
Loyola du Congo.
tryphonbonga@
gmail.com

Il n'est pas rare d'entendre beaucoup de compatriotes déclarer que la RD Congo est un pays maudit. Cette manière de s'exprimer traduit plus une déception au regard des conditions de vie déplorables des populations de ce pays aux immenses ressources naturelles qu'une malédiction de fait. En effet, plus de cinquante ans après l'indépendance nationale, le Congo-Kinshasa peine à prendre son envol. Quand on parcourt ce pays du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, l'on constate une extension inquiétante des zones de pauvreté, une instabilité récurrente au niveau social, économique et politique. A cela s'ajoutent un déficit criant de justice, le manque de protection de la population contre les menaces intérieure et extérieure ainsi que le pillage systématique de ses ressources naturelles. Tout cela constitue une situation de malheur. Comment peut-on en rendre compte? A-t-on tout essayé? Ces questions peuvent être abordées sous plusieurs approches. Nous privilégions deux alternatives à partir desquelles nous y répondrons: il s'agit de considérer soit que ce pays est notre unique bien commun dont nous devons assumer pleinement la responsabilité, soit que nous l'avons par défaut et, par conséquent, d'autres peuvent en user comme ils veulent. Dans ce cas, nous ne serions que de simples exécutants des projets de ceux-là. Nous défendrons plutôt la première alternative.

Notre hypothèse est que le malheur de la RD Congo tient à deux facteurs principaux : l'un relève d'une situation de fait dont nous devrions tout simplement prendre acte et l'autre est lié à la responsabilité des Congolais eux-mêmes. Concernant le premier facteur, le malheur congolais remonterait déjà à la conférence de Berlin en 1885 où, à la différence des autres États

africains, le Congo-Kinshasa actuel a relevé de la sphère privée parce qu'il fut confié comme une propriété privée à un monarque qui en a fait un usage domestique. Nous laissons aux historiens le soin de rappeler à la mémoire collective les horreurs et atrocités commises à cette période. Le second facteur qui nous paraît plus décisif consiste à montrer que le malheur congolais s'explique par le fait que la plupart des Congolais qui ont dirigé ce pays depuis l'indépendance ont été de fidèles relais de certaines puissances ayant pour objectif de reléguer les intérêts des congolais en seconde zone. Du coup, malgré l'indépendance, la RD Congo est restée un État paramétré ; ses dirigeants ont assumé un rôle plus décoratif que réel. Pour sortir de ce malheur, il faudrait donc que ce pays redevienne nôtre, que nous en assumions pleinement la souveraineté et que ceux qui prétendent le gouverner demain considèrent l'intérêt national comme un impératif non négociable et qu'ils affirment sans hypocrisie ni ambiguïté leur *indépendance* vis-à-vis des Maîtres d'hier et d'aujourd'hui.

Pour le démontrer, nous entendons d'abord défaire certaines idées reçues sur la prétendue trop grande superficie de la RD Congo comme son défaut natif, ayant pour conséquence directe l'impossibilité de son développement en divers domaines (1). Puis, nous montrerons comment les dirigeants successifs ont souvent été des exécutants d'une gouvernance paramétrée et décidée à l'extérieur (2) et, enfin, nous indiquerons - à l'intention des futurs dirigeants - que le bonheur de ce pays est lié en grande partie aux dirigeants qui doivent, pour cela, faire une allégeance absolue et inconditionnelle au Congo-Kinshasa (3).

1. Le supposé défaut natif de la RD Congo

Nous résistons à l'idée qu'il y ait un lien de cause à effet entre la superficie de l'actuel Congo-Kinshasa et son sous-développement. Celui-ci est plutôt tributaire de beaucoup de facteurs qui débordent le cadre de cette réflexion. Ainsi la grande superficie de ce pays ne pourrait à elle seule le justifier. Par contre, on peut affirmer que depuis de nombreuses décennies, certaines officines africaines et occidentales tentent de rendre plausibles deux thèses. La première consiste à montrer que le défaut originel de la RD Congo est qu'elle est trop vaste pour être bien gouvernée. Ainsi sa superficie actuelle serait son péché originel et constituerait un obstacle majeur à son émergence. Les tenants de cette vision soutiennent que ce pays resterait ingouvernable tant qu'il conserverait sa configuration actuelle qui vaut quatre-vingt fois la Belgique ou quatre fois la France. La deuxième thèse soutient que la RD Congo est tellement riche par son sol et son sous-sol qu'elle attise la convoitise de beaucoup de pays qui ne la laisseront jamais en avoir le contrôle pour se développer. Ainsi, la paix dans ce pays passerait par le partage sans condition de ses richesses avec ses voisins.

Dans les lignes qui suivent, nous tenterons de défaire ces deux thèses.

Concernant la première thèse, celle relative à la taille du Congo-Kinshasa, contrairement aux idées reçues, sa superficie ne serait pas un obstacle insurmontable à son développement ou à sa stabilité. Nous en voulons pour preuve le fait que ce pays n'est ni le plus vaste de la planète en général ni de l'Afrique en particulier. En effet, la RD Congo est en onzième position des pays les plus vastes après la Russie (17.098.250 de km²)¹. En outre, si l'on considère l'Afrique en particulier, après le démembrement du Soudan, notre pays se situe en deuxième position après l'Algérie. Là encore l'argument en faveur de la balkanisation du Congo-Kinshasa serait spécieux. En effet, l'histoire nous montre aujourd'hui que le découpage du Soudan en deux a suscité plus de problèmes qu'il n'en a résolu. Le Soudan du Sud est loin d'être un État stable; il demeure encore l'un des États les plus fragiles du monde, embourbé dans une guerre civile.

De l'autre côté, l'Algérie, État africain le plus vaste, n'est pas en ligne de mire concernant les macabres projets de découpage comme c'est souvent le cas pour la RD Congo. Comment comprendre alors l'acharnement d'une certaine opinion internationale pour le démembrement de la RD Congo ?

Il faut reconnaître que la RD Congo a souvent constitué un cas à part, de par ses richesses naturelles. La balkanisation tant rêvée ou envisagée est plus un projet que nourrissent certaines puissances ou certains lobbys pour exploiter ses ressources en toute liberté que le vœu du peuple congolais lui-même. L'une des erreurs de ces forces occultes est de projeter sur l'ex-Congo belge une grille d'interprétation partant de la situation des Balkans ou de certains États voisins qui connaissent des problèmes de cohabitation entre groupes ethniques. Le problème du Congo est plus une question de contrôle par lui-même de ses ressources et d'organisation que des haines ethniques meurtrières. Quoi qu'il en soit, toutes les humiliations utilisées jusqu'au viol, massacres, (etc.) comme armes pour dissuader le peuple congolais de sa détermination à préserver son héritage n'ont pas entamé la ténacité et détermination de ce peuple. Il suffit de voir combien les provinces orientales de notre pays, pour ne citer que celles-là, subissent toutes sortes de violences, d'horreurs indescriptibles. Mais cela n'a pas altéré leur détermination à ne pas céder un seul centimètre du territoire national ni à brader leurs richesses en les partageant avec un quelconque voisin sous prétexte de négocier la paix.

On peut aussi signaler qu'au-delà de la superficie, le Congo-Kinshasa compte un nombre impressionnant d'ethnies qui le composent, soit environ 450, sans oublier plus ou moins 212 dialectes². Ces ethnies ou dialectes auraient pu constituer des facteurs déstabilisants ou d'instabilité et,

1 <https://bestof.one/categories/lieux/pays/classements/plus-grands-pays-monde>, p. 1. Consulté le 14/09/2018 à 8h10.

2 Voir congovirtuel.com/ethnies_rdc.php, consulté le 20 janvier 2018 à 12h20.

par conséquent, un obstacle au vivre-ensemble. Il s'avère au contraire que cela n'a jamais été le cas, sauf lorsque certaines populations sont instrumentalisées à des fins politiciennes. C'est ce qui s'est observé quelquefois en Ituri, entre les Lendu et les Hema³.

La deuxième thèse concerne les richesses du sol et du sous-sol qui attirent beaucoup de convoitises. Il nous semble qu'il faut l'aborder sans dogmatisme, c'est-à-dire qu'il ne faut pas l'aborder avec assurance sans examen préalable. A ce sujet, il y a beaucoup de choses à distinguer pour la rendre plausible ou non, mais nous en retenons trois.

Premièrement, bien que la RD Congo regorge beaucoup de minerais dont certains sont considérés comme des minerais rares ou stratégiques (le coltan, l'uranium, le cobalt, etc.) en raison de l'usage qu'on en fait dans les technologies de pointe aujourd'hui, il n'est pas pour autant le pays le plus riche de la planète du point de vue du sol et du sous-sol. La justice veut qu'on applique au Congo-Kinshasa les mêmes principes qui régissent les autres États du monde ayant autant des ressources naturelles.

Ensuite, concernant la responsabilité des dirigeants congolais dans le malheur de la RD Congo, nous pensons qu'aucun pays étranger ni aucune multinationale, si puissants fussent-ils, ne peuvent s'implanter dans ce pays et y exercer en toute illégalité leurs activités économiques ou commerciales sans accords préalables avec les dirigeants en place, à moins d'être dans une situation de non - État ! Ce qui, théoriquement, n'est pas le cas.

Enfin, si les accords avec les autres États ou avec les multinationales sont négociés, une question se pose cependant sur l'état d'esprit de ceux qui les négocient du côté congolais. Au regard de ce qui apparaît, il nous semble que dans la plupart des cas, les Congolais agissent comme s'ils étaient étrangers à ce pays, occultant le sens de responsabilité et de solidarité vis-à-vis des autres compatriotes et des générations futures. Le plus souvent, ils sont sous la tyrannie de l'intérêt immédiat et égoïste. Il leur manque ce que Hans Jonas appelle, dans un autre contexte, le « principe responsabilité »⁴. D'où la vente aux enchères et souvent frauduleuse des ressources du pays à leur seul profil et au détriment de la nation.

Si la taille du pays et ses richesses aussi bien du sol que du sous-sol ne sont pas le défaut originel de notre pays, quel est-il ? De notre point de vue, au-delà du fait historique dont nous devons simplement prendre acte, et qui consiste à reconnaître que notre pays a relevé depuis 1885 de la sphère privée partant de Léopold II jusqu'en 1960, le principal défaut du Congo-Kinshasa est qu'il est souvent dirigé par des Congolais qui assurent

3 Les Walendu Bindi et Hema sont deux des quatre principales tribus qui occupent la province d'Ituri dans l'Est de la RD Congo. Cf. www.congo-autrement.com/page/les-26-provinces-de-la-rdc/, consulté le 9/9/2018 à 9h40.

4 C'est le titre d'un des ouvrages célèbres de Hans Jonas où il propose une reformulation de l'éthique autour de l'idée centrale de responsabilité sous ses différents aspects, naturelle et contractuelle, tournée vers l'avenir.

brillamment le relais du fait historique que nous avons pointé ci-haut et qui, par conséquent, contribuent à notre malheur. Il s'agit d'une part du fait de ceux que nous appelons des Congolais de *substitution* et, d'autre part, ce que Paul Valadier appelle dans un autre contexte *l'illusion du commencement absolu*⁵ de ses dirigeants.

1.1. Le danger des Congolais de substitution

Par « Congolais de substitution » nous entendons des hommes et des femmes qui n'éprouvent aucune fierté à se déclarer Congolais. Ce sont ceux qui profitent de l'identité congolaise pour d'autres fins. Ces hommes et femmes revêtent l'identité congolaise comme une *identité d'emprunt* dont ils peuvent se défaire aussi vite qu'ils l'ont prise pour des raisons inavouées. En effet, depuis l'accession à l'indépendance, on ne peut pas comprendre que notre pays soit l'un des rares si pas l'unique pays au monde dont la plupart des dirigeants ne soient pas fiers d'en endosser l'identité et de la défendre jusqu'au sacrifice suprême. Du coup, nous pensons que le premier et grand ennemi de la RD Congo est avant tout intérieur qu'extérieur. Son ennemi n'est pas seulement l'étranger que l'on pointe du doigt, mais aussi tout homme ou groupe interne en tant qu'il participe à l'idéologie consistant à dépouiller sans réserve et à humilier la RD Congo.

Nous en voulons pour preuve plusieurs faits dont trois retiennent particulièrement notre attention. D'abord, toutes les fois qu'un pays étranger ou une puissance impérialiste veut briser la dynamique intérieure, il se sert de certains fusibles congolais ou présentés comme tels. C'est le cas de Tshombe et Mobutu dans les années 1960, de Laurent-Désiré Kabila, Wamba dia Wamba, Arthur Zaidi Ngoma, (etc.) dans les années 1994-1998. Ensuite, la *quasi* totalité des rébellions ou guerres d'agression avec des ambitions expansionnistes que certains pays ont fait subir à la RD Congo depuis les années 1960 ont toujours trouvé des marionnettes intérieures afin de mettre à exécution leurs plans macabres. Enfin, le fait que beaucoup de députés, sénateurs, ministres ou hommes politiques congolais détiennent plusieurs nationalités en dit long. En cas de conflit d'intérêts entre leurs différentes nationalités, de quel côté va pencher la balance? Il ne fait l'ombre d'aucun doute que c'est souvent la nation congolaise qui est sacrifiée. Autrement dit, les Congolais de substitution sont des hommes qui, se retranchant plus que jamais derrière une nationalité congolaise de façade, servent plus qu'on ne le croit d'autres intérêts que ceux de la RD Congo. Ce qui explique, entre autres, le fait que les gouvernements successifs semblent s'accommoder « sans sourciller de l'inégalité sociale, de l'émergence de la précarité, de la pauvreté infantile, des bas salaires, (etc.)»⁶, alors qu'une poignée d'individus concentrent entre leurs mains

5 P. VALADIER, *Agir en politique, décision morale et pluralisme politique*, Paris, Cerf, 1980, p. 36.

6 J. HABERMAS, *La constitution de l'Europe*, trad. Chr. Bouchindhomme, Paris, Gallimard, 2012, p. 25.

toute la richesse nationale. Ce qui nous fait dire que la RD Congo constitue pour eux une échelle dont ils se servent et se débarrassent une fois qu'ils sont arrivés au faite de leurs ambitions, notamment leur enrichissement illicite et égoïste. Nous sommes donc en présence des politiques pour qui la RD Congo est un moyen pour parvenir à leurs fins. Ils s'en réclament pour briguer un mandat politique ou s'enrichir facilement mais le destin du pays et celui du peuple leur importent peu. Tant que ce type d'hommes politiques n'auront pas intégré et mis en œuvre la notion de communauté nationale où les membres agissent non seulement « les uns avec les autres mais les uns pour les autres »⁷, on peut craindre que la balkanisation tant redoutée se réalise à long terme.

On se méprendrait en interprétant notre propos comme un rejet ou une mésestime des bi-nationaux. Loin s'en faut. Il faut plutôt comprendre notre réflexion comme la recherche d'un scénario crédible pour le Congo-Kinshasa consistant à mettre fin à l'opportunisme politique. Il s'agit de balayer l'idée selon laquelle c'est un pays où on triche avec une identité pour assouvir ses intérêts égoïstes. Nous soutenons que la gouvernance de ce pays soit confiée de manière exclusive et sans concession aux « mono-nationaux » congolais, ainsi que le suggère la Constitution de la RD Congo. Les « mono-nationaux » congolais sont ceux qui n'ont pas d'autre patrie faisant une concurrence déloyale à la RD Congo et qui sont comptables de leur gestion ou gouvernance. Ainsi, ils pourraient se soucier de défendre à tout prix les intérêts de ce pays vis-à-vis de ses ennemis intérieurs et extérieurs. C'est ce qui s'appelle une loyauté à l'esprit des pères fondateurs de la RD Congo.

Outre les *Congolais de substitution*, il importe de constater que l'une des grandes erreurs de ceux qui dirigent le Congo-Kinshasa depuis l'indépendance est leur *illusion du commencement absolu*.

1.2. L'illusion du commencement absolu

Celle-ci s'est toujours traduite par le principe de non-continuité. Ainsi Joseph-Désiré Mobutu et Laurent-Désiré Kabila ont chacun prétendu qu'ils inauguraient « un temps nouveau en rupture avec l'obscurantisme de l'Ancien Régime (...) L'histoire est donc scindée entre un avant et un après (...), l'après ne doit rien à l'avant - sinon comme revanche de cet avant »⁸. L'histoire montre malheureusement que dans la pratique, ce qu'ils ont chassé, que ce soit l'esprit ou les personnes du régime précédent, a vite été repris sous une autre forme avec plus de force qu'on ne le croyait, en l'érigant en norme de gouvernance. Mobutu a par exemple endossé sans discernement la posture néocolonialiste alors qu'il prétendait combattre le colonialisme et Laurent Désiré Kabila, pour sa part, s'est engouffré dans un clientélisme effrayant dont le pays paie encore lourdement les frais en

7 A. HONNETH, *L'idée du socialisme*, Paris, Gallimard, 2017, p. 48.

8 P. VALADIER, *op.cit.*, pp. 36-37.

recourant aux armées étrangères pour « libérer » son pays. Sa naïveté est d'avoir oublié que les armes auxiliaires, prêtées par un souverain étranger, ne constituent pas, malgré les succès ponctuels, un outil politique fiable et efficace⁹. Paradoxalement, dans ce contexte de revanche, les hommes de l'ancien régime tant décriés sont revenus aux affaires en toute impunité par la grande porte, faisant payer au peuple congolais le plus lourd tribut de l'instabilité, de la précarité et de la misère. L'illusion de ces deux présidents ci-haut mentionnés provient de ce qu'ils ont oublié qu'

« aucun acte historique ne peut à soi seul poser une césure radicale entre l'avant et l'après, sans s'inscrire lui-même dans une durée; or s'inscrire dans une durée revient justement à effacer l'idée de croire, et de faire croire, à une inauguration de temps nouveaux ; il lui faut donc absolutiser le processus révolutionnaire lui-même, pour le rendre inattaquable et effacer le caractère relatif, fragile, contestable de l'acte historique fondateur. Il ne peut y parvenir qu'en protégeant le commencement de son propre arbitraire »¹⁰.

Ainsi, avec le recul du temps, on se rend bien compte que Mobutu fut en réalité un grand admirateur des colons qu'il pourfendait pourtant, et dont il a reproduit aveuglement le mode de vie. Quant à Laurent-Désiré Kabila, pour s'être entouré de beaucoup de mobutistes, il a perpétué le mobutisme sans Mobutu. L'un des tristes héritages qu'il aura légué à la nation congolaise est l'alliance contre-nature avec certaines forces hostiles au bien-être des Congolais. En laissant un libre accès aux armées étrangères pour qu'elles contrôlent des points stratégiques de notre pays, il a rendu à jamais vulnérable le Congo-Kinshasa qui ne s'en remet que difficilement.

2. Une république paramétrée d'ailleurs

De ce qui précède, pour rendre intelligible la suite de notre propos, nous recourons à la métaphore informatique de la télécommande. Jusqu'à présent, tout laisse à croire, à voir et à comprendre que notre pays est un État qui fonctionne sur la base d'une télécommande manipulée de l'extérieur par certaines grandes puissances qui sélectionnent les dirigeants dont ils ont besoin afin de faire main basse sur les richesses du pays. Pour emprunter le langage kantien, la RD Congo n'est pas une République en soi, mais un pays pour (et par) les grandes puissances. Elle ne peut pas être dégagée de leur tutelle ni des conditions qui la font être et paraître. Loin de disculper nos « responsables politiques » de tous bords, nous voulons surtout mettre en lumière le fait que les décisions importantes engageant l'avenir du pays sont prises ailleurs (dans les grandes capitales occidentales ou de la sous-région) et certaines rébellions ou milices ne s'expliquent pas autrement que comme moyens de pression pour que le Congo-Kinshasa

⁹ N. MACHIAVEL, *Le prince*, trad. E. Barincou, in *Oeuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1952, p. 329.

¹⁰ *Ibid.*, p. 37.

laisse un libre accès à certaines puissances étrangères ou multinationales. Deux cas peuvent étayer notre propos : la présence de la Mission des Nations Unies (MONUSCO)¹¹ et des va-et-vient de certains de nos politiques en Occident ou dans quelques pays de la sous-région.

La durée de la MONUSCO en RD Congo reste plus que jamais problématique. Il est aujourd'hui établi que, dans l'histoire d'interventions des Nations-Unies à travers le monde, le contingent actuel dans notre pays, comptant près de vingt mille hommes, est le plus important et il y est depuis bientôt vingt ans. La RD Congo en général et la classe politique en particulier ont la naïveté de croire que seule cette Mission peut instaurer la paix à leur place. Ce qu'on n'ose pas affirmer tout haut est que le Congo-Kinshasa est de fait sous le protectorat des Nations Unies. Sans balayer d'un revers de la main les efforts que la MONUSCO a déployés pour réduire le degré d'intensité de violence dans certaines zones, il nous semble par ailleurs qu'on ne peut pas non plus rester aveugles au fait que ses efforts sont en deçà des résultats attendus d'un contingent aussi bien équipé que robuste. Ici, il faut clairement faire comprendre à tous les Congolais que la paix ne viendra pas par la MONUSCO ; elle ne sera pas non plus décrétée par une quelconque puissance étrangère, mais par les Congolais eux-mêmes. Il n'y a pas d'autre alternative que les Congolais eux-mêmes. Pour reprendre un proverbe dont les Américains ont toujours fait du premier terme une maxime nationale : « *United we stand, divided we fall* » (Unis nous tenons bon, divisés nous tombons).

La question de fond qui est souvent éludée est celle de savoir ce qui justifie la présence de cette Mission en RD Congo. On ne devrait pas rougir de consentir à l'idée qu'

« une communauté internationale chargée de mettre fin à l'état de nature entre les États en pénalisant effectivement les guerres d'intervention, de criminaliser le génocide et les crimes contre l'humanité en général, de punir les atteintes aux droits de l'homme, est une idée qui a pris une certaine forme institutionnelle, à travers l'ONU et ses différents organismes »¹².

En effet, l'un des grands acquis de l'ONU est que, depuis sa création, tous les pays du monde parlent une langue commune, celle des droits de l'homme à promouvoir et à protéger. Cependant, au regard de ce qui se passe sur le terrain des opérations dans plusieurs pays, notamment en RD Congo, on ne peut que partager le constat malheureux que fait Habermas de cette organisation qui « n'est bien souvent qu'un tigre de papier. Tout dépend de la coopération des grandes puissances. Le Conseil de sécurité peut se révéler très sélectif dans sa manière de faire respecter par la Communauté

11 La mission des Nations-Unies pour la stabilisation du Congo qui était au démarrage la MONUC, Mission des Nations-Unies au Congo.

12 J. HABERMAS, *Une époque de transitions. Écrits politiques 1998-2003*, Paris, Fayard, 2005, p.381.

internationale les principes déclarés »¹³. La MONUSCO se révèle comme un véritable tigre de papier pour ce qui est de son inefficacité au Congo-Kinshasa. Cela nous semble même une attitude orchestrée par certaines puissances qui ont intérêt à voir la RD Congo demeurer assez fragile et, par conséquent, être perpétuellement leur protectorat.

On ne le dira jamais assez, actuellement, le conflit le plus meurtrier du monde, après les deux guerres mondiales, se déroule en RD Congo depuis 1994¹⁴, et ce, dans une totale indifférence de la fameuse communauté internationale qui se révèle très sélective au regard de l'arsenal déployé en Irak, en Syrie, etc. A notre avis, si la Communauté internationale était soucieuse d'aider la RD Congo à sortir de l'instabilité actuelle, elle aurait mieux fait de s'attaquer en amont à la cause des crises à répétition, à la racine des différends actuels dans ce pays plutôt que de se mobiliser uniquement pour l'aide humanitaire.

A l'inefficacité de la MONUSCO, il faut ajouter l'incapacité d'une classe politique dépourvue de perspectives, faisant la politique à courte vue et sans boussole. Il est ahurissant de compter de nombreux voyages que multiplient nos « politiques-disciples » en Occident pour avaliser leurs projets de société auprès de leurs maîtres occidentaux. Pour ceux-là, en effet, un politique ne vaut que lorsqu'il a un parrain occidental dont il veut servir à tout prix les intérêts et non pas lorsque son projet de société répond aux attentes et intérêts des Congolais. Or, on sait que toutes les fois que les intérêts étrangers seront au-dessus de ceux des Congolais, notre développement demeurera un leurre. Rappelons aussi qu'aucun pays du monde, aucune organisation internationale, n'aimera le Congo-Kinshasa plus que les Congolais eux-mêmes. Les partenaires extérieurs ne prendront jamais la responsabilité de donner à la RD Congo des moyens conséquents pour qu'elle devienne compétitive sur tous les plans. Tant que nos politiques prétendant aux hautes fonctions n'auront pas sillonné toute la république de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, ils auront les meilleurs projets prêts-à-porter sur le papier, fabriqués par leurs maîtres mais des projets qui ne seront d'aucune utilité à notre pays, car ils répondront avant tout aux impératifs stratégiques de leurs concepteurs plutôt qu'aux besoins du peuple congolais. Nous pensons qu'on peut sortir d'une RD Congo paramétrée dans la mesure où nous arriverons à élaborer et à mettre en œuvre nous-mêmes notre propre projet de société.

¹³ *Ibid.* (C'est nous qui soulignons).

¹⁴ Noam CHOMSKY et André VLTCHÉK le chiffrent entre 6 et 10 millions de morts. Cf. N. CHOMSKY et A. VLTCHÉK, *L'Occident terroriste. D'Hiroshima à la guerre des drones*, Montréal, Ecosociété, 2015, p. 20.

3. La RD Congo que je veux : celle qui mérite des allégeances absolues et inconditionnelles de ses dirigeants

Comment faire en sorte que la RD Congo cesse d'être un maillon faible en Afrique et dans le monde ? Comment peut-elle jeter son poids dans la balance au niveau africain et international ? C'est parce que nous voulons être un pays respecté que nous refusons l'image du pays que veulent nous renvoyer sans cesse nos dirigeants politiques. Nous voulons autre chose de grand, d'ambitieux que ce qui nous est donné à voir depuis l'indépendance. La RD Congo n'est pas condamnée à demeurer un objet sans propriétaire qui attise les convoitises et qui reste à la merci de certaines puissances, occidentales ou sous-régionales. Pour qu'elle ne soit plus paramétrée de l'extérieur et redevienne réellement indépendante, il y a des préalables à respecter.

Pour mieux explorer ces préalables, nous nous appuyons sur l'ouvrage de Richard Rorty, intitulé *Faire quelque chose de notre pays*¹⁵. Cet ouvrage, s'adressant avant tout aux Américains, est considéré comme un manifeste patriotique. L'une des affirmations fortes de Rorty consiste à dire que « la fierté nationale est aux pays ce que le respect de soi-même est aux individus : une condition nécessaire d'amélioration de soi »¹⁶. Autrement dit, la fierté d'une nation est comparable au respect qu'un individu a pour lui-même. On ne peut pas prétendre s'améliorer si on ne commence pas par se respecter soi-même : Rorty en fait une nécessité. Ainsi, pour nous, le premier préalable qui permettra à la RD Congo de sortir de sa misère et qui en fera un État vraiment indépendant est qu'elle éprouve une fierté nationale. Cela veut dire, dans la vision rortienne, se respecter et se faire respecter. Nous ne nous ferons pas respecter en dépendant à plus de 70 % de l'aide extérieure pour notre budget national, pour des actions humanitaires, même pour des poubelles à ramasser dans une ville comme Kinshasa ; pire encore, si notre classe politique se confine à l'idée de répéter à longueur des journées des idées pré-fabriquées de l'extérieur qu'ils doivent mettre à exécution. Pour le dire autrement, l'attitude de nos politiques vis-à-vis de certaines puissances étrangères ressemble à ce que Paul Valadier appelle des « sectes intellectuelles où le maître impose souverainement son discours à des disciples contraints à une répétition dépourvue d'invention, faute de parvenir à repérer les règles du maître »¹⁷. Le grand problème des « politiques-disciples » du Congo-Kinshasa est qu'ils ne parviennent pas toujours à repérer les règles des maîtres qui les utilisent au dépens du Congo. Nous le disions ailleurs concernant le spectacle affligeant de *minorité* d'esprit qu'offre la classe politique congolaise, c'est-à-dire son incapacité à

15 R. RORTY, *Faire quelque chose de notre pays*, Paris, Gallimard, 1996.

16 R. RORTY, *op.cit.*, p.3.

17 P. VALADIER, *op.cit.*, p.96.

oser penser par elle-même¹⁸. Nous continuons à maintenir ce constat tant que la RD Congo connaîtra des malheurs injustifiés et que son sort sera toujours décidé de l'extérieur.

Poursuivant sa réflexion, Rorty estime que l'Amérique a besoin aujourd'hui de patriotes. En effet, le patriote est celui qui se donne la tâche de « grandir » sa nation à tous points de vue, qui prend part, avec fierté, à l'action de son pays. Dès lors, quand certains Congolais prétendent qu'ils sont patriotes, est-ce bien toujours du patriotisme dont ils parlent ou cachent-ils en même temps autre chose que le fait d'être patriote ?

Il n'est pas sûr qu'en se proclamant à cor et à cri patriotes, ils le soient réellement, car la plupart de ceux qui le clament tambour battant sont ceux qui ont été ou sont encore aux affaires, s'illustrant par des détournements, la corruption et plongeant leurs compatriotes dans une misère indescriptible. S'il y a une grandeur à leur actif, c'est celle de saigner la nation en faisant d'elle l'une des plus pauvres, la plus fragile avec des frontières poreuses où des éleveurs, militaires, hommes d'affaires des pays voisins peuvent entrer et ressortir sans être inquiétés. Les paroles et actes de certains de nos dirigeants semblent en totale contradiction avec ce qu'ils prétendent être dans la mesure où ils humilient sans cesse leur patrie qui, même pour jeter un petit pont, entretenir la capitale, donner de l'eau et de l'électricité à la population, (etc.) a besoin de l'aide extérieure. Par contre, le patriotisme tel que Rorty le décrit et qui nous paraît pertinent est l'exact opposé de ce que prétendent les Congolais en général et leurs politiques (dirigeants) en particulier, qui se complaisent plutôt à tirer les choses vers le bas. Le patriotisme, pour certains d'entre eux, se résume à s'afficher idéologiquement aux côtés de Lumumba sans défendre jusqu'au bout les idéaux pour lesquels il a sacrifié sa vie. Ainsi ce serait inconséquent de se réclamer de l'esprit de notre héros national alors qu'on est loin de mettre en œuvre son héritage idéologique pour une émancipation totale et qu'on se complaise à devenir des valets des puissances étrangères en infligeant constamment des humiliations à son propre pays. On ne peut pas prétendre être patriote quand on « grandit » sa poche et son patrimoine personnel en plongeant la main dans les deniers publics aux dépens de toute la population qui croupit dans la misère.

La RD Congo que nous voulons est celle qui devient le *centre de gravité* de tous ceux qui prétendent la gouverner aujourd'hui et demain, celle qui jette sans complexe son poids du point de vue superficie, richesses et des institutions dans la balance mondiale. Devenir *centre de gravité* revêt une grande importance. Cela veut dire que quiconque veut diriger le Congo-Kinshasa ne va pas faire allégeance à certaines puissances étrangères qui le porteraient au pouvoir mais doit défendre l'indépendance nationale et veiller à ce que les Congolais aient une maîtrise sur l'exploitation de leurs

18 « De qui la société civile doit-elle (ou sera-t-elle) l'alliée en RD Congo ? », in *Congo-Afrique*, numéro 508, Octobre 2016, pp. 746-757.

ressources. Qu'on ne s'y trompe pas, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la main qui donne est celle qui est au-dessus et qui commande. Toutes les fois que nos dirigeants chercheront s'appuyer davantage sur les soutiens externes qu'internes ils seront obligés d'appliquer sans nuance les directives de leurs soutiens extérieurs, sacrifiant par le fait même l'intérêt des Congolais. Notre approche consiste plutôt à inverser la tendance : la RD Congo devrait être l'objet d'allégeance absolue et inconditionnelle de tous ses fils et filles. Autrement dit, ce ne sont plus des capitales occidentales où défilent certains politiques en mal d'inspiration et de perspective qui feront des rois ou qui imposeront ceux qui doivent diriger notre pays et à la manière qui leur convient, mais les populations de nos villes et villages qui choisiront en toute liberté les dirigeants qui connaissent réellement leurs besoins et leurs attentes.

Enfin, notre dernier préalable est d'avoir des politiques qui acceptent de conjuguer les énergies et les valeurs que portent les Congolais pour ouvrir un avenir sensé. Pour reprendre les mots chers à Maurice Blondel qui défie une certaine vision de l'histoire: « Quiconque est né pour l'action regarde devant soi ; ou s'il cherche d'où il vient, c'est seulement pour mieux savoir où il va, sans jamais s'enfermer dans le tombeau d'un passé mort »¹⁹. Ainsi, toutes les fois que l'on peut évoquer le lourd héritage de notre passé, notamment celui d'un pays ayant relevé de la sphère privée de certaines puissances, cela doit toujours être pour regarder devant, de mieux fixer la direction vers laquelle il faut aller et non pas s'enfermer dans un passé mort.

Nous sommes bien conscient que les États modernes vivent dans une telle complexité qu'aucun ne contrôle à cent pour cent sa situation intérieure, mais cela ne devrait pas constituer un prétexte pour dédouaner les dirigeants congolais de leur responsabilité vis-à-vis de la nation congolaise. Aujourd'hui, on n'a pas besoin d'être un expert pour observer que notre pays vit au quotidien un chaos latent du point de vue moral, de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'électricité, des infrastructures de base, etc.

Pour en sortir, nous, peuple congolais et nos dirigeants, avons le devoir moral d'introduire un sens dans notre histoire pour que notre marche collective aboutisse à une société où il fait beau vivre. Pour enrayer définitivement ce chaos latent, il importe particulièrement que nos dirigeants fassent appel à chacun où qu'il se trouve, dans son enracinement concret, pour exprimer son désir et sa vision sur ce bien qui nous est commun, à savoir la RD Congo. Nous avons le devoir de reprendre notre destin en main en nous débarrassant de l'odeur des voisins envahissants, des partenaires trop intéressés et en cessant de jouer à la victime afin de susciter sans cesse la pitié de la Communauté internationale, et donc, de s'en remettre à son aide.

19 M. BLONDEL, *L'Action* (1893), Paris, PUF, 1950, p.123.

Nous avons la profonde conviction que la RD Congo est capable d'un exploit historique, à condition qu'elle déploie une politique active plutôt que réactive. Celle-ci suppose que, devant la pression d'intérêts vitaux, l'urgence et la gravité de la situation que traverse le pays, nous nous imposions l'ascèse de nous attaquer sans délai aux nombreux défis. L'essentiel de notre démarche ne consiste plus à passer du temps à nous demander : qui a voulu, qui est l'origine ou qui a intérêt à vouloir, qui a su imposer ou faire vouloir que notre pays soit là où nous en sommes, mais plutôt: quel pays voulons-nous? Cela nous ramène sans doute non seulement au manifeste de Rorty que nous avons évoqué précédemment et que nous voulons faire nôtre pour notre Congo-Kinshasa mais aussi à la question concernant le profil des dirigeants que nous voulons pour demain, ceux qui ont la volonté de *faire quelque chose* pour la RD Congo.

Conclusion

Notre objectif dans cette réflexion n'était pas de distribuer des bons et mauvais points à la Communauté internationale ou à nos dirigeants politiques mais d'élaborer une incitation à l'éveil au moment où se profilent à l'horizon des élections générales. Le fait de rappeler le prétendu péché originel de la RD Congo, sa mise sous tutelle à travers des paramètres maniés de l'extérieur et l'appel pressant à lui faire une allégeance absolue et inconditionnelle ont constitué les trois grandes articulations de notre propos qui traduit une profonde conviction. Celle-ci s'exprime en ces termes : la grande superficie n'est pas le péché originel du Congo-Kinshasa, s'il pouvait en avoir un. Son grand défaut qui engendre ses malheurs est qu'il a des politiques de *substitution* qui roulent pour d'autres intérêts que ceux du peuple congolais et qu'il est paramétré de l'extérieur. Ce double écueil n'est pas en soi insurmontable. Il faut croire que malgré la persistance des forces d'oppression, des horreurs indescriptibles à l'Est de notre pays, à travers ces échecs ou drames, se construit douloureusement l'avenir d'une grande nation. Aux prochains mois nous n'attendons pas des futurs dirigeants qu'ils trafiquent de la crédulité populaire mais, comme le souligne si bien Maurice Blondel reformulant avec bonheur l'impératif catégorique kantien, qu'ils agissent toujours comme s'ils gouvernaient le monde²⁰, c'est-à-dire que leurs actions soient recueillies et fructifiées comme un don confié au monde entier à travers la construction de leur propre nation. ■

20 M. BLONDEL, *op.cit.*, p. 236.